

# Renforcer la résilience dans les îles

Plate-forme intersectorielle  
de l'UNESCO pour les PEID



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Plate-forme intersectorielle  
pour les PEID

# Renforcer la résilience dans les îles

## Plate-forme intersectorielle de l'UNESCO pour les PEID

Les petits États insulaires en développement (PEID) sont confrontés à des défis sans précédent. Dans un monde de plus en plus mondialisé et interconnecté, sujet aux crises climatique et financière, les petites îles sont particulièrement exposées, en raison à la fois des intempéries de plus en plus violentes et imprévisibles, de l'élévation du niveau de la mer, mais aussi de leur isolement géographique et de la vulnérabilité de leur économie.

Toutefois, les sociétés insulaires sont connues pour être capables de surmonter les épreuves grâce à leurs capacités à inventer et affiner des approches inédites et novatrices pour se développer, mobiliser la société et adapter leur technologie.

C'est par la plate-forme pour les PEID que s'effectue la contribution de l'UNESCO à la mise en œuvre de la stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des PEID.

Cette plate-forme s'inspire de l'approche intégrée des moyens d'existence et du développement durable des îles, en mettant l'accent sur les relations et la coopération interrégionales.

En s'appuyant sur l'interdisciplinarité, tout en exploitant l'expertise engrangée au siège de l'UNESCO et dans ses bureaux hors-siège, la plate-forme s'efforce d'être à la hauteur de ces sociétés insulaires en termes d'inventivité et de détermination.

Par ailleurs, la Directrice générale de l'UNESCO, Madame Irina Bokova, échange régulièrement des informations avec le Comité des représentants des PEID auprès de l'UNESCO, notamment à travers des réunions thématiques. Cet échange permet de mieux cibler les programmes et activités de l'UNESCO afin de répondre aux besoins réels de ses 44 États membres et membres associés issus des PEID. Ces réunions permettent d'informer en temps utile les États membres sur les projets et progrès accomplis par l'organisation, tout en donnant lieu à des discussions sur des sujets pertinents aux PEID.

## Table des matières

<b>Le changement climatique</b>	4
<b>Valoriser le patrimoine et les savoirs</b>	5
<b>Les sociétés du savoir</b>	6
<b>Renforcement des capacités par l'éducation pour le développement durable</b>	7
<b>Instaurer un environnement propice</b>	8
<b>Ressources terrestres, marines et en eau</b>	9
<b>Catastrophes naturelles et environnementales</b>	10



# Le changement climatique

Le changement climatique, l'un des plus grands défis de notre temps, affecte non seulement les modes de vie, les ressources, les cultures et les sociétés des îles en général, mais il représente aussi une menace pour l'existence même des îles de basse altitude. Dans ce cadre prioritaire, l'UNESCO vise à apporter une réponse efficace en faisant appel à quatre principaux domaines d'action couvrant la science et le savoir sur le climat, l'éducation, la diversité et le patrimoine culturel, ainsi que les dimensions sociale, humaine, éthique et égalitaire entre les sexes.



## Soutien à la concertation en matière de politique de recherche

Une discussion de haut niveau sur « L'adaptation au changement climatique dans les Caraïbes : science, éthique et politique » a été organisée en mars 2011 à Saint-Kitts-Et-Nevis conjointement par le Secteur des Sciences sociales et humaines, le gouvernement de Saint-Kitts-Et-Nevis et la Fondation Friedrich Ebert. La discussion a réuni des responsables gouvernementaux, des experts, des agences régionales et la société civile. Elle a été suivie par une réunion d'experts sur « L'éducation au changement climatique pour le développement durable dans les Caraïbes », organisée dans les Îles Vierges britanniques en juin 2011 par le bureau de Kingston et le gouvernement des Îles Vierges britanniques, avec le soutien des secteurs de l'Éducation et des Sciences naturelles. Ces deux événements ont donné lieu à l'élaboration de priorités et de plans d'action régionaux de lutte contre le changement climatique, visant notamment la consolidation de l'observation des océans et des systèmes d'alerte aux tsunamis, la coopération de recherche misant sur les sciences humaines et sociales, ainsi que l'éducation au changement climatique.



## Éduquer au changement climatique

Ces recommandations ont donné lieu à des actions de suivi, parmi lesquelles on peut citer la réunion d'experts organisée par l'UNESCO en septembre 2011, dans les Bahamas, sur « L'éducation au changement climatique pour le développement durable dans les PEID ». Des spécialistes en éducation et en changement climatique, venus principalement des petits États insulaires en développement, ont élaboré une feuille de route et des recommandations visant à désigner et promouvoir l'éducation en tant qu'instrument important du renforcement de l'adaptation au changement climatique dans le contexte du développement durable. Cet événement, qui a bénéficié de la généreuse contribution du Danemark et du Japon, témoigne de la priorité assignée par l'UNESCO aux PEID dans le cadre de son initiative sur le changement climatique.

## Migration

Publié en anglais en 2011, l'ouvrage sur la Migration et le changement climatique regroupe les points de vue de 26 experts éminents de nombreuses disciplines, exposant des études de cas du Bangladesh, du Brésil, du Népal et des îles du Pacifique. C'est l'analyse la plus approfondie jamais réalisée de l'un des aspects du changement climatique les moins bien compris malgré les débats qu'il suscite. La publication conclut qu'il est important d'explorer la migration comme une réponse proactive au changement dans l'environnement, dans un cadre basé sur les droits de l'homme et prenant en compte les volontés des peuples et le profil de leurs mouvements. Une recherche ciblée et approfondie sur les populations insulaires affectées aura pour effet de faciliter la recherche d'une solution durable.

## Climate Frontlines ([www.climatefrontlines.org](http://www.climatefrontlines.org))

Les voix des insulaires, des autochtones et des autres communautés vulnérables restent souvent en marge des débats sur le changement climatique. Afin de combler cette lacune, le forum « En première ligne face au changement climatique » offre aux communautés l'opportunité de partager et d'échanger leurs observations, leurs préoccupations et leurs innovations. Il est le fruit d'une collaboration entre l'UNESCO, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, le Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, ainsi que le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Parallèlement aux discussions en ligne, le forum finance, avec l'aide du gouvernement du Danemark, plus de 30 projets communautaires.

# Valoriser le patrimoine et les savoirs

## Reconnaître le patrimoine mondial dans les îles

Le Programme du patrimoine mondial pour les PEID coordonne la mise en œuvre de la stratégie de Maurice dans le contexte de la Convention du patrimoine mondial. En 2010-2011, des programmes ciblés ont été créés dans les régions abritant les PEID et plusieurs nouveaux sites ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, parmi lesquels figurent la zone marine protégée des îles Phoenix à Kiribati, le site d'essais nucléaires de l'atoll de Bikini dans les Îles Marshall et le centre historique de Bridgetown et sa garnison à la Barbade. Dans les Caraïbes, le projet de renforcement des capacités a bénéficié à 16 États membres et à 20 sites du patrimoine mondial. Ce projet renforce les capacités de gestion du patrimoine tout en favorisant la coopération régionale et en contribuant à créer des synergies entre la conservation du patrimoine et les évolutions récentes. Dans le Pacifique, le Plan d'action du patrimoine mondial de la région (2010-2015) est exécuté par les îles et les territoires du Pacifique, tandis que l'UNESCO se charge de la coordination des agences régionales, des ONG, des experts et des communautés, dans le but d'améliorer la gestion des savoirs, le renforcement des capacités et le partenariat.

## Patrimoine culturel subaquatique

Les PEID possèdent un très riche patrimoine culturel subaquatique. L'essor potentiel d'un tourisme durable, en partenariat avec le secteur de la plongée sous-marine, fait l'objet d'une attention grandissante. Dans ce contexte, le premier atelier régional sur le patrimoine culturel subaquatique du Pacifique s'est tenu en décembre 2009 dans les Îles Salomon. Les présentations des experts ont été publiées en anglais sous le thème « Le patrimoine culturel subaquatique en Océanie » en 2010. Par ailleurs, une étude de faisabilité sur un programme de renforcement des capacités en matière de patrimoine culturel subaquatique dans le Pacifique a été finalisée en 2011. Cette étude conclut sur la nécessité de prendre en compte les défis spécifiques à la région et d'adopter une approche basée sur les systèmes traditionnels de gouvernance existants, ainsi que sur des pratiques locales plutôt qu'importées.

## Mettre en partage l'expression culturelle des îles

En réponse aux États parties à la Convention 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ratifiée par Fidji, Tonga, Trinité-et-Tobago, Vanuatu et Jamaïque, l'UNESCO a orienté ses programmes 2010-2011 vers une stratégie globale de renforcement des capacités parmi ses États membres, notamment à travers l'organisation d'ateliers régionaux de « formation de formateurs ». Le but est de développer des stratégies et renforcer les synergies entre les pratiques locales, les lois coutumières et les programmes et politiques soutenus par le gouvernement dans le domaine de la sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel. Dans ce cadre, plus de 300 spécialistes de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont bénéficié d'une formation à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, à travers des ateliers organisés par le bureau de la Havane, en collaboration avec les autres bureaux de l'UNESCO dans la région. Par ailleurs, un réseau mondial de formateurs est en cours de développement.

## Le savoir des femmes créoles des Mascareignes

Le savoir que détiennent les femmes sur les plantes médicinales et la médecine traditionnelle aux Mascareignes, dans l'océan Indien (La Réunion, Maurice et Rodrigues), trouve son origine dans les synergies complexes associant les systèmes de savoirs et les visions du monde africains, chinois, européens et indiens. Ces pratiques médicinales créoles, qui continuent à pourvoir aux besoins sanitaires locaux, ont été recensées dans le cadre du programme des systèmes de savoirs locaux et autochtones (LINKS) et ont fait l'objet d'une publication richement illustrée intitulée « *Savoirs des Femmes – médecine traditionnelle et nature* ». L'ouvrage a été présenté au cours de l'Atelier international sur les bioprocédés, les politiques et les pratiques de conservation et d'utilisation des plantes médicinales dans les petits États insulaires en développement (PEID) de l'Océan Indien et Madagascar, qui a eu lieu en avril 2011 à Maurice. Cet atelier a permis aux participants de partager des informations et des expériences sur la conservation, la gestion et l'exploitation des plantes médicinales de la région. La version anglaise de l'ouvrage sera publiée en 2012.

# Les sociétés du savoir

## Programme international pour le développement de la Communication (PIDC)

Ce programme de l'UNESCO joue un rôle important dans le développement des médias des PEID. Il a contribué à financer plus de 176 projets en 2010-2011 afin d'élargir le champ des opportunités pour des médias libres, indépendants et pluralistes dans les pays en développement. Les projets mis en œuvre contribuent aux priorités du PIDC, notamment l'engagement en faveur de la liberté d'expression et du pluralisme des médias, le développement des médias communautaires et la formation des professionnels des médias.

## Registre de la Mémoire du monde

Les PEID contribuent activement au registre de la Mémoire du monde. Les nouvelles inscriptions incluent notamment « *L'Héritage documentaire d'ouvriers indiens sous contrat* » soumis par Fidji, Guyana, Suriname et Trinité-et-Tobago. Au niveau national, le Comité de Fidji a soumis avec succès des documents de portée nationale et a organisé des exercices éducatifs pilotes dans 12 écoles. Ces exercices ont remporté un vif succès auprès des autres écoles de la région qui envisagent de les reproduire. En 2011, Vanuatu et le Royaume-Uni ont conjointement soumis la *Collection MS 90-98 de Arthur Bernard Deacon (1903-27)*, contenant les notes et dessins originaux que ce jeune anthropologue de Cambridge a rapportés de son séjour à Malekula et aux Nouvelles-Hébrides (Vanuatu) en 1926. Suite à la recommandation du Comité consultatif international, la collection a été inscrite provisoirement, en attendant sa finalisation. En terme de développement de capacités, le deuxième atelier de formation en Mémoire du monde en Asie Pacifique a eu lieu en mars 2011 en Indonésie, afin d'aider les pays qui ne sont pas encore représentés dans le Registre de la Mémoire du monde à identifier des patrimoines documentaires de portée internationale. Fidji, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Timor-Leste comptaient parmi les pays bénéficiaires.

## Programme de formation des enseignants à l'éducation aux médias et à l'information

L'éducation aux médias et à l'information, qui est au cœur même de la liberté d'expression et d'information, permet aux citoyens de mieux comprendre le rôle des médias et des autres sources d'informations, d'en évaluer le contenu et de prendre les décisions adéquates en tant qu'utilisateurs et générateurs de contenu d'information médiatique. Construire des sociétés formées à la maîtrise de l'information et des médias pour véhiculer le développement durable exige que les enseignants – catalyseurs clés des sociétés formées – soient eux-mêmes formés à cette spécialité. Le programme de formation des enseignants à l'éducation aux médias et à l'information est un outil essentiel pour que les PEID parviennent à cet objectif.

**« Le vrai génie réside dans l'aptitude à évaluer l'incertain, le hasardeux, les informations conflictuelles. »**

Winston Churchill

L'UNESCO collabore avec les PEID des Caraïbes pour adapter et intégrer ce programme au dispositif éducatif des enseignants de la région. À cet effet, 15 institutions de formation d'enseignants originaires de Barbade, Suriname, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, Guyana, Dominique, Grenade et Jamaïque participent actuellement à des ateliers de « formation de formateurs » et de consultation régionale. Ce programme est disponible en anglais, mais aussi en espagnol et en français afin de faciliter son utilisation à Haïti, Cuba et les autres PEID. Par ailleurs, 20 professionnels de l'éducation et de la formation venant de Jamaïque, Trinité-et-Tobago et Saint-Kitts-et-Nevis ont pris part à un atelier de renforcement des capacités organisé par l'UNESCO et l'University of the West Indies.



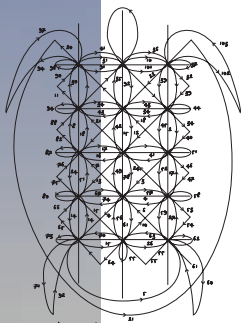
© UN Photo /Martine Perret



Arthur Bernard Deacon, 1927 © RAI 7074 / Plowman

AMERICAN GEOMETRICAL FIGURES III

MS 90/98



H1 = The Turtle



# Renforcement des capacités par l'éducation pour le développement durable

## Consortium des universités des petits États insulaires en développement

Faisant partie du réseau UNITWIN de l'UNESCO, ce consortium (UCSIS) regroupe les universités des Antilles anglophones, de Malte, de Maurice, du Pacifique Sud et des îles Vierges, ainsi que de nouveaux partenaires comme les Seychelles et Las Palmas de Gran Canaria. Son principal objectif est de promouvoir un système intégré de recherches, de formation, d'information et de documentation pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade (BPOA) et de la Stratégie de Maurice. En partenariat avec UNDESA, et grâce au financement fourni par le gouvernement espagnol, les institutions membres de l'UCSIS sont sur le point de développer un programme de Master conjoint qui met l'accent sur la préservation durable des États insulaires. À travers une plate-forme de partage en ligne, le programme permettra aux étudiants des universités participantes de prendre part aux cours dispensés par les institutions mises en réseau des autres régions abritant des PEID.

## Renforcer l'éducation non-formelle à Timor-Leste

Dans le cadre du Renforcement des capacités en faveur de l'EPT (CapEPT), le bureau de l'UNESCO à Jakarta a apporté son soutien au renforcement des capacités du ministère de l'Éducation de Timor-Leste en matière de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes de l'éducation non-formelle. Les interventions ont notamment mis l'accent sur le renforcement des normes d'équivalence, les centres d'apprentissage de proximité, la pédagogie appliquée à l'éducation non-formelle des adultes et la génération de revenus. Par ailleurs, un soutien au renforcement des capacités dans l'enregistrement, l'utilisation et la transmission des pratiques et savoirs locaux et traditionnels est en cours.

## Sandwatch ([www.sandwatch.org](http://www.sandwatch.org))

Sandwatch est un programme actif dans le domaine de l'observation côtière et du changement climatique qui encourage le développement d'approches durables vouées à relever ces défis, tout en stimulant l'émergence de stratégies d'adaptation au changement climatique locales. Lancé par l'UNESCO il y a une décennie, Sandwatch fonctionne aujourd'hui dans plus de 25 PEID à travers le monde et est coordonné par la Fondation à but non lucratif Sandwatch. Grâce au soutien financier du gouvernement danois, une série d'ateliers de formation organisés en 2010-2011 a servi à mettre en pratique les nouveaux chapitres relatifs au changement climatique de la nouvelle édition du manuel Sandwatch, publiée en anglais et en français. Les autres versions (espagnole et portugaise) sont en cours de publication. Une base de données mondiale est par ailleurs en cours de réalisation, elle permettra d'enregistrer systématiquement et de diffuser largement les données recueillies par les équipes de Sandwatch dans le monde.

## L'éducation au changement climatique au-delà de la science

Afin d'aider les enseignants et les planificateurs de l'éducation à développer leur compréhension de la science du changement climatique, de ses impacts et de son atténuation, un guide pour débutants intitulé « *Climate Change Starter's Guidebook* » a été élaboré par l'UNESCO. Ce guide, qui met en avant une approche interdisciplinaire de l'éducation au changement climatique, traite des effets sur la société et stimule le développement de réponses politiques et éducatives. Le guide est destiné aux planificateurs et aux praticiens dans le domaine de l'éducation avec pour objectif de renforcer leurs capacités à développer des programmes et des contenus éducatifs sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, tout en tenant compte de la complexité culturelle, sociale et politique de la question. Ils pourront ainsi forger une génération future plus apte à comprendre ce défi aux multiples facettes.



© UNESCO / G. Lette Soares



Photo: © Thomas L. Jensen

# Instaurer un environnement propice

## Développement de réseaux pour le renforcement des capacités de recherche et de développement dans les Caraïbes

En septembre 2010, la Diaspora des Caraïbes pour les sciences, la technologie et l'innovation (CADSTI) a mis en place la Caribbean Science Foundation (CSF) à Trinité-et-Tobago, en collaboration avec CARISCIENCE. La mission de la fondation est de veiller à diversifier les économies des Caraïbes et aider à améliorer le niveau de vie de la région. Elle œuvre à stimuler la création d'entreprises de technologie à travers l'identification et le financement de projets scientifiques et technologiques dans les entreprises pour répondre aux besoins de développement économique de la région. Elle contribue également à accélérer la réforme d'une éducation favorable à la création d'entreprises technologiques à travers la promotion et le financement de programmes. Enfin, conjointement avec CADSTI, elle apporte aux gouvernements caribéens un service de conseil en sciences et ingénierie, afin de mettre à contribution l'expertise de la Diaspora.



© University of the West Indies, St Augustine campus

## La Jeunesse

La jeunesse a également été élevée au rang des priorités dans l'engagement de l'UNESCO envers les PEID, comme l'ont reflété de nombreuses activités entreprises en 2010 et 2011. Dans les Caraïbes, le Premier Forum des Ministres responsables du développement social et durable a permis d'actualiser la conception des cadres intégrateurs du développement social des jeunes dans les PEID de la région. Par ailleurs, le programme YouthPATH a permis de diffuser les bonnes pratiques en matière de réduction de la pauvreté des jeunes, lors de la Conférence mondiale de la jeunesse qui s'est tenue au Mexique en août 2010. Dans un autre registre, l'initiative Vision des jeunes pour la vie dans les îles (YV) ([www.youthvisioning.org](http://www.youthvisioning.org)) œuvre au renforcement des capacités des jeunes et à leur implication dans le développement durable des PEID. Les jeunes expriment la façon dont ils désirent voir leurs îles évoluer et ils entreprennent des projets englobant l'environnement (y compris le changement climatique), la santé, les conditions socio-économiques et culturelles. YV est soutenue par de nombreuses organisations au niveau national, régional et interrégional

et bénéficie du soutien du programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Les projets parrainés par YV adhèrent à une approche basée sur les droits de l'homme, avec un accent mis sur le renforcement des capacités des jeunes par les jeunes. En 2010-2011, 8 projets provenant des PEID ont été mis en œuvre dans les Caraïbes, le Pacifique et l'océan Indien.

## Les femmes et le changement climatique

En 2010, l'UNESCO et l'université Monash ont entrepris une étude sur les effets potentiels du changement climatique sur les femmes du Pacifique. En effet, la sécurité alimentaire, les ressources en eau et la santé auront inévitablement des effets importants sur la vie des femmes en raison de leur rôle principal dans la famille. C'est un fait, les femmes sont plus fréquemment victimes de catastrophes naturelles que les hommes, et l'occurrence de plus en plus fréquente et intense de ces événements extrêmes risque d'aggraver leur situation. Cette vulnérabilité, ajoutée aux autres impacts, les expose à une plus grande violence domestique et à l'insécurité au sein de leur communauté. Le travail sur cette question sera approfondi en 2012 afin de déterminer les impacts réels dans les communautés du Pacifique.

**YOUTH  
VISIONING**  
for Island Living

## Programme de Participation

En 2010-2011, les États membres des PEID ont bénéficié d'une aide de 2 300 000 USD attribuée par l'UNESCO pour soutenir des projets nationaux dans les domaines d'action de l'organisation. Ce soutien, ajouté à la diversité et à l'ingéniosité des projets exécutés par les gouvernements, les organisations de la société civile et les communautés, témoigne de l'engagement mutuel et de la réelle coopération entre l'UNESCO et ses États membres issus des PEID.

© UN Photo / Martine Perret



Photo: © Thomas LaJeunesse



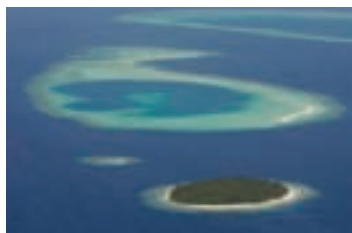
# Ressources terrestres, marines et en eau

## Les réserves de biosphère dans les PEID

À travers l'engagement actif des comités de l'Homme et la Biosphère (MAB) et des réseaux thématiques régionaux, de nouvelles avancées ont été réalisées dans la désignation et la gestion des réserves de biosphère dans les PEID.

Dans le Pacifique, l'appel à propositions de projets de recherche, de gestion et de contrôle, émis en mai 2011, a donné lieu à une proposition soumise par la Réserve de Biosphère Utwe. Cette réserve côtière gérée par la communauté locale se trouve dans les États fédérés de Micronésie. Les activités proposées consistent à identifier de nouveaux sites de contrôle dans cette réserve afin d'en examiner trimestriellement les coraux et les poissons, à construire une promenade et quatre huttes destinées à l'écotourisme, et enfin à organiser des ateliers de planification et de gestion dans la communauté Utwe. La proposition prévoit aussi le développement de matériel pédagogique qui sera distribué dans la réserve mais aussi au reste de la communauté. Dans l'océan Indien, un soutien a été apporté aux Maldives pour l'élaboration de documents proposant Baa Atoll comme première réserve de biosphère du pays. Cela a débouché par l'ajout, en juin 2011, de cette réserve au Réseau mondial de réserves de biosphère (MAB) de l'UNESCO.

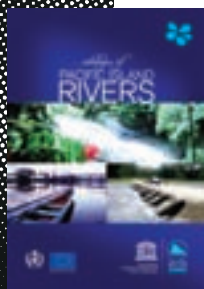
À la même date, dans les Caraïbes, St. Mary's (Saint-Kitts-et-Nevis) a également été ajoutée au Réseau mondial de réserves de biosphère de l'UNESCO. Cette réserve est l'une des plus importantes du pays car elle abrite une biodiversité particulièrement riche, qui englobe des forêts humides, des mangroves et des récifs coralliens. Comme c'est l'une des premières réserves de biosphère insulaires des Caraïbes, elle constitue un exemple du fait de l'importante participation locale à la préservation de cette mosaïque exceptionnelle de paysages culturels et naturels.



© Amooof/ atoll-images.com



© Projet de conservation de l'écosystème d'Atoll (Atoll Ecosystem Conservation Project) / Ministère du Logement et de l'Environnement, Baa Atoll, Maldives



## Le catalogue des rivières du Pacifique

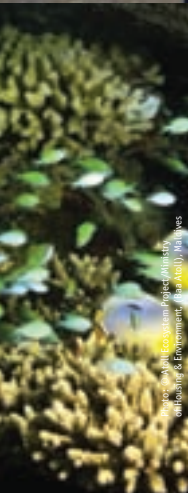
Le bureau d'Apia apporte actuellement son soutien au développement d'un catalogue des rivières du Pacifique. Ce catalogue est destiné aussi bien aux spécialistes qu'au public en général. Cette initiative vient compléter un autre projet récemment achevé intitulé Système d'observation du cycle hydrologique (HYCOS). Le catalogue contient en effet des données de ce système, ainsi que d'autres équipements hydrologiques. Il couvre 8 pays : les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Fidji, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, les Îles Salomon et Vanuatu. Cette collection d'informations sur les rivières est la plus vaste du Pacifique jamais réalisée à ce jour, elle couvre des données hydrologiques diverses dans chacun de ces pays, allant des rivières jaugées aux précipitations. C'est une vraie mine d'informations pour qui veut entreprendre des programmes liés à l'eau dans le Pacifique.

## Renforcer la capacité institutionnelle, la coopération régionale et les partenariats en Amérique latine et dans les Caraïbes

Des informations scientifiques, politiques, législatives, pédagogiques, sociales et de communication en matière de ressources en eau dans la région des Caraïbes et d'Amérique latine sont publiées deux fois par an dans le journal scientifique Aqua-LAC. Le 5<sup>e</sup> numéro de ce journal a été publié en anglais et espagnol en mars 2011 (Volume 3, N°1). Inauguré en 2009, Aqua-LAC est devenu un espace ouvert qui favorise la recherche dans la région afin de mieux répondre aux demandes de la communauté scientifique, aux gestionnaires de ressources en eau, aux décideurs et au public en général. Le comité éditorial de ce journal inclut des membres provenant d'Haïti et de Sainte-Lucie. Quant au Conseil d'administration, il compte parmi ses membres le Caribbean Community Climate Change Centre, basé à Belize.



© UN Photo / Logan Abassi



# Catastrophes naturelles et environnementales

## Information, prévention et gestion

Les petites îles sont particulièrement exposées à de nombreuses catastrophes naturelles, telles que les tempêtes tropicales, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques.

Les communautés insulaires des Caraïbes, du Pacifique et de l’océan Indien ont dû s’adapter à ces phénomènes naturels et ont développé des savoirs et des pratiques locales spécifiques pour réduire les pertes en vie humaine et en moyens de subsistance lors des catastrophes. De nombreuses activités de collaboration visant à atténuer les effets de ces catastrophes ont été entreprises par l’UNESCO entre 2010 et 2011, couvrant notamment les aspects scientifiques, éducatifs et de communication.

Dans le Pacifique, un documentaire sur les savoirs traditionnels pour l’atténuation des effets des catastrophes naturelles a été produit dans les Îles Cook. Par ailleurs, à Samoa un documentaire vidéo sur le tsunami qui a frappé le pays en septembre 2009 a été développé, accompagné d’un kit d’outils de gestion locale des effets des catastrophes naturelles et d’adaptation au changement climatique.

Dans les Caraïbes, les professionnels des médias locaux et communautaires ont été formés pour favoriser l’accès du public à l’information sur la prévention et les actions à entreprendre dans les situations de catastrophes naturelles. Cette formation a également eu pour but la maîtrise de l’information relative aux questions humanitaires. Les outils utilisés par les météorologistes pour observer et suivre les ouragans ont fait partie du programme de la formation. L’impact sur les travailleurs des médias a donné lieu à la publication de la brochure intitulée « *A mal tiempo periodismo* », destinée à aider les journalistes à mieux couvrir les situations de catastrophes.

## Prévention des phénomènes océaniques extrêmes

Dans le cadre de son programme de recherche et de surveillance des océans du monde, la Commission océanographique intergouvernementale de l’UNESCO (COI) travaille en étroite collaboration avec ses États membres issus des PEID. Depuis les années 1980, la COI s’évertue à mettre en œuvre un projet de longue envergure sur la gestion des ressources côtières et les transformations des plages. Elle héberge aussi le Secrétariat du Système mondial d’observation de l’océan, dont l’un des objectifs est la prévention des effets des catastrophes naturelles et de la pollution. Elle coordonne également la mise en place de systèmes d’alerte précoce aux tsunamis et d’atténuation des risques océaniques dans les Caraïbes, le Pacifique et l’Océan Indien. Ces systèmes sont actifs depuis 1990. Par ailleurs, la COI apporte régulièrement son concours à des formations et autres manifestations régionales. Ce sont les éléments clés de son soutien continu à la prévention des catastrophes côtières et océaniques dans les régions abritant les PEID.



© UNESCO / Hameed A. Hakeem



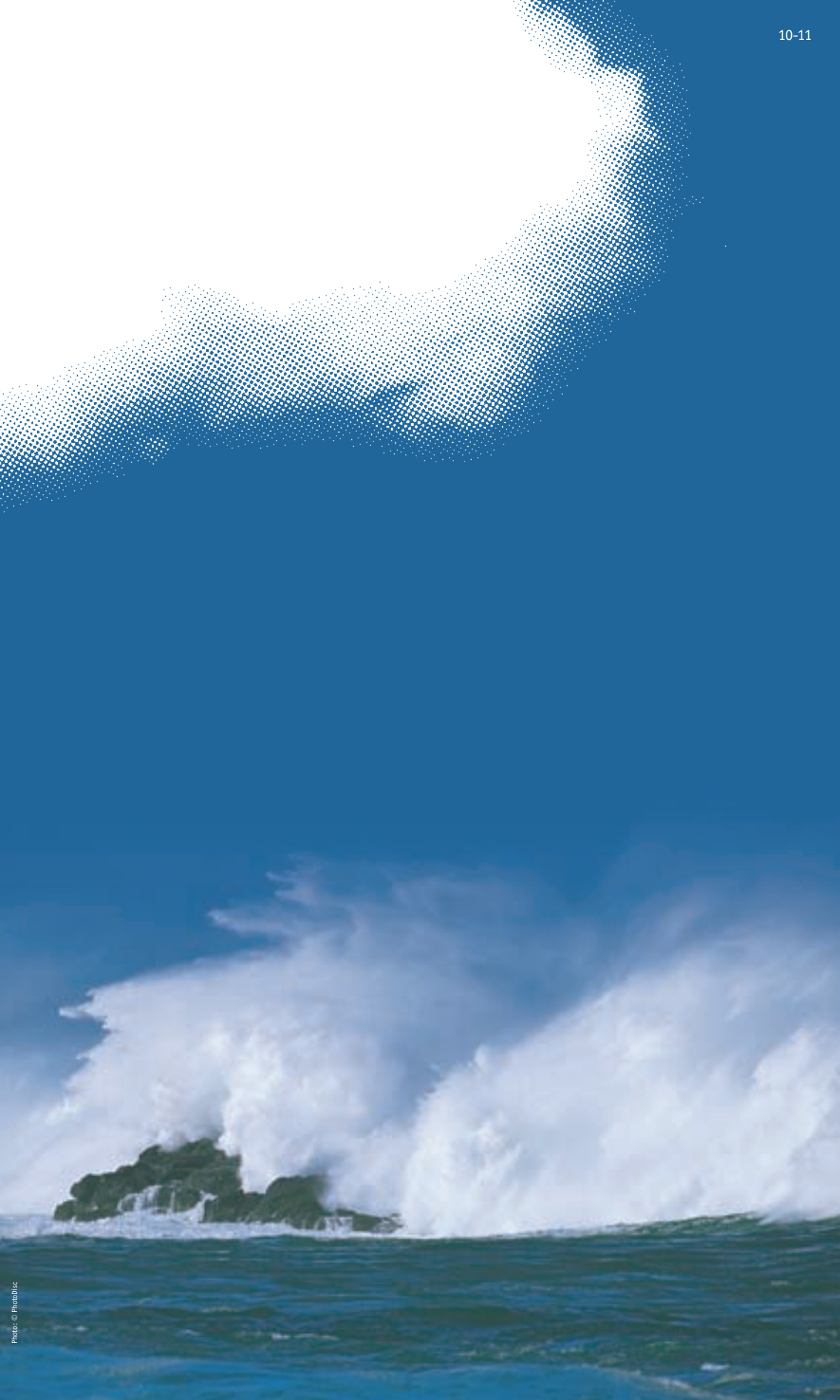
© UNESCO / COI / NOAA



© NASA



© Yann Arthus Bertrand / La Terre Vue du Ciel



# Plate-forme intersectorielle pour les petits États insulaires en développement (PEID)

ADG Chef de file : G. Kalonji, Sous-Directrice générale pour le Secteur des sciences exactes et naturelles

Responsable de la plate-forme : D. Nakashima, Chef de la Section des petites îles et des savoirs autochtones, Division de la politique scientifique et du renforcement des capacités

Secteurs participants : Culture, Communication et information, Éducation, Sciences exactes et naturelles, Sciences sociales et humaines

Cette brochure est le résultat d'un travail collectif de collègues appartenant aux cinq secteurs du programme de l'UNESCO, au siège ainsi que dans les bureaux hors siège (Apia, Dakar, Dar-es-Salam, Doha, La Havane, Djakarta, Kingston, Libreville, New Delhi et Port-au-Prince), ainsi que du personnel des autres institutions et organisations. Que soient remerciés toutes celles et tous ceux qui ont offert des informations, des idées, des textes et des graphiques.

Compilé et édité par : H. Thulstrup, K. Ikhlef et N. Mitchell-Bennett  
Traduit de l'anglais par : K. Ikhlef  
Illustrations et maquette : S. Rébillon et J. Cheftel

Publié en septembre 2011 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 7 Place de Fontenay, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2011

Référence suggérée : UNESCO 2011. *Renforcer la résilience dans les îles – Plate-forme intersectorielle de l'UNESCO pour les PEID*, UNESCO, Paris.

Les appellations employées et les données qui figurent dans ce document n'impliquent de la part du secrétariat de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Point de contact :

Douglas Nakashima,

Responsable de la plate-forme intersectorielle pour les PEID

Section des petites îles et des savoirs autochtones (SC/PCB/SII)

Division de la politique scientifique et du renforcement des capacités  
UNESCO

1, rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15 – France

Fax : +33 1 45 68 58 08

Courriel : [sids@unesco.org](mailto:sids@unesco.org)

[www.unesco.org/fr/sids](http://www.unesco.org/fr/sids)

La publication de cette brochure a été rendue possible grâce à la contribution financière de la Section des petites îles et des savoirs autochtones (Secteur des sciences naturelles) ainsi qu'à celle du Fonds-en-dépôt néerlandais du Programme des PEID au Centre du patrimoine mondial (Secteur de la Culture).

SC-2011/WS/21



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Plate-forme intersectorielle  
pour les PEID



Convention du patrimoine mondial